

# Enbata

Jean-Michel  
Galant

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
19 mai 2011  
n° 2179  
1,30 €

AB aux Sénatoriales

Face au schéma  
territorial

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Scrutin inédit en Hegoalde

**D**ANS la nuit du vendredi 6 mai, la décision du Tribunal constitutionnel espagnol de légaliser Bildu venait mettre un terme à l'angoissante et scandaleuse attente des candidats de la coalition rassemblant Eusko Alkartasuna, Alternatiba et la gauche abertzale officielle. Bildu ayant rejeté publiquement, candidat par candidat, la lutte armée sans l'ombre d'une hésitation, il devenait de plus en plus difficile pour le pouvoir politico-judiciaire espagnol de justifier une nouvelle exclusion de toute une sensibilité de la société basque, en ne se fondant que sur des supputations ou des procès d'intention. Enfin! Les représentants de l'ex-Batasuna vont pouvoir retrouver le chemin des urnes qui depuis 2003 et l'inique Loi des partis concoctée par Aznar, leur avait été si injustement défendu. Taillée sur mesure pour faire disparaître la gauche abertzale du panorama politique, elle n'aura donc finalement pas rempli sa mission, perdant même jusqu'à la raison de son existence. Car aujourd'hui, la gauche abertzale existe, et elle a décidé de relever le défi du combat politique, seulement politique.

Les élections de dimanche prochain pourront donc, à peu de choses près, présenter l'état des forces en présence en Hego Euskal Herri. Ce qui n'est certainement pas pour plaire aux deux grands partis espagnols qui, utilisant les résultats tronqués des précédentes élections dont était absente la gauche abertzale, étaient parvenus en 2009 (et encore, tout juste!) à ravir le pouvoir aux abertzale, majoritaires dans la société.

La pilule doit être amère car, depuis le début de l'année, les sujets de la légalisation de Sortu, puis de Bildu font la une de la presse ultra-pyrénéenne. Le pouvoir espagnol a offert à la gauche abertzale une précampagne inespérée. Entravée, traquée, persécutée

malgré tous les efforts fournis, malgré la pénitence publico-médiatique de ses leaders historiques, malgré le silence des armes et la fin de «*l'impôt révolutionnaire*», l'ex-Batasuna a endossé, comme elle aime tant le faire, le rôle du martyr qui, pour une fois, triomphe de son bourreau.

Un retour à une normalité politique inédite, historique, s'installe donc peu à peu chez nos frères du Sud. Plus de lutte armée pesant sur la campagne, plus d'illégalisation de partis. La paix réelle n'est, certes, pas encore à l'ordre du jour tant la société est crispée, tant les problèmes non-résolus demeurent, nombreux et compliqués. Cependant, insensiblement, Hegoalde entre et avance dans une nouvelle étape, sans ETA. Du jamais vu!

Les résultats de dimanche prochain doivent donc absolument conforter les acteurs principaux de ce changement et sanctionner les petits arrangements avec la démocratie ou les alliances contre-nature auxquels se sont livrés les deux grands partis espagnols. Espérons donc que Bildu réalise un très beau score, mais aussi qu'Aralar dont la clairvoyance n'est pas assez soulignée, se maintienne et s'accroisse, afin que s'équilibrent les forces au sein même de la gauche abertzale et que tout comportement hégémonique soit écarté. Souhaitons aussi que le poids des abertzale se renforce en Navarre, que Nafarroa Bai conserve et consolide son électorat pour pouvoir être en mesure de négocier en position dominante. Espérons enfin que le score du PNV soit suffisant, malgré tous les griefs qu'on peut lui faire sur ses attitudes, ses scandales ou ses attermoissements, afin que l'alliance socialo-populaire soit rejetée au loin et que soit ainsi démontré que 2009 était bien le fruit d'une distorsion de la démocratie, un épisode peu glorieux auquel la société basque n'aura jamais adhéré.

## Datorren aldaketa... burujabetza ?

**I**A 8 milioi biztanle dituen Québec herri frantses hiztuna, oraino nazioarte mailan, 34 milioi biztanle dituen Canada herri edo federazioko probintzia bat bezala kontsideratua da.

Dudarik gabe, zaila da populu Québec-tarrantzat, eta munduko edozoin populurentzat, bere burua auzoko populuaeren «*probintzia*» xume bat bezala kontsideratua izaita.

Nahiz eta azken 50 urteetan Québec-eko burujabetzaren aldeko mugimenduak beti aurrerapauso batzu eman dituen Québec-tarrak burujabetzaren alde adiesioz arizaiteko eta nazioarte mailan Québec herri gisa onartua izan dadin, maiatzaren has-tapeneko Canadako hauteskunde federaleko ondorioek Québec mailan kezka bat uzten dute burujabetzaren aldeko herritarrei.

Alabainan, Canada federazioan, eskuin muturrarekin diferentzia guti dituen Kontserbadore gobernuak bere gehiengoa indartu du. Oposizio ofiziala NPD sozial demokratek eramanen dutelarik.

Québec-tarrek azken 20 urteetan ia beti Canadiar parlamentura igortzen bazituzten burujabetzaren aldeko «*Bloc Québécois*»-ko deputatuak Probintzian nolabaiteko gehiengoa lortuz, aldi honetan, «*Bloc Québécois*»-ko ordezkariak bozen %25a ukan badu ere bakarrik 4 deputaturekin geratu da, Liberal federalistek bozen %17a lortu dutelarik (7 deputaturekin) eta Kontserbadoreek %12a (6 deputaturekin) Québec Probintzian.

Azkenik, NPD alderdi sozial demokratek (autodeterminazio eskubidea ezagutzen duenak) %43 botz lortu ditu eta «*probintziako*» deputatuen %80a, hots 58 deputatu! Kontsolatzeko erraiten ahal da Québec-ek beti Canadar federazioan nolabai-

teko «*berezitasuna*» atxiki duela: gehiengoa Kontserbadorea den federazioan... aurrerakoi fama duen NPD alderdia aintzinean eman du.

Arazoa da jakitea nola Ottawako parlamentuan NPD alderdia burujabetzaren gaiaren defendiatzeko gai izanen den, jakinez Canada anglofonoak gai hori ez duela entzun nahi ere! Azpimarratu behar da 1995eko Québec-eko erreferenduman Bloc Québécois-ko presentzia handia Ottawan lagungarri izan zela ia ia independentziaren aldeko BAIa lortzeko. 1980ko lehen erreferenduman oraino Bloc Québécois ez zen sortua eta faltan senditu zen Parlamentu federalan bertan propaganda federalistari oposizio bat!

Baten batek ere erranen du «*demokrazia*» baino gehiago «*mediakrazia*»-k duela ere NPDren arrakasta lagundu Québec-en. Interes federalistek kudeatzen dituen hedabideek dutela aintzinean eman NPDren «*alternatiba*»-itxura Bloc Québécois jena-garria baztertzeko. Hori ahantz araziz oposizio lan ederra egiten duen Bloc Québécois-k zuela Kontserbadore gobernu hauteskundeetara joatea bultzatu haren akatsak (parlamentuaren errespetu falta, aurrekontuen gainditze arriskutsua, etab.) plazaratuz. Parlamentu federalean Bloc Québécois bezala «*beti minorian eta oposizioan*» izan behar duen «*alderdi inutil*» batentzat ez zen gutti!

Bernard Landry Québec-eko Lehen Ministro burujabazale ohiaren hitzak hartuz, «*Québec-tarrek Kontserbadoreen eta Liberalaen bide antzuek saiatu eta gero NPDko Sozial Demokratekin ere ber ilusio faltsuak ukanen dituzte "aldaketari" dagokionez. Orduan, zer hautu geldituko zaie?*»



## CETTE SEMAINE **TARTARO** S'EST ÉTONNÉ

# Des questions majeures au Conseil de développement du Pays Basque

## ● Pantxo Bimboire

Le conseil de direction du 10 mai dernier, a évoqué le Schéma de collaboration intercommunal. La presse s'était fait l'écho de la proposition gouvernementale, récemment, mais, le 10, c'est le préfet M. Nunez, qui l'a, remarquablement, développé. Ce schéma sera applicable pour 6 ans, de début 2012 à 2018. Il se fonde sur une rationalisation des communautés de communes, mais bien entendu, cette modification aura pour conséquences une suppression des multiples syndicats (exemple divers syndicats de l'eau), une vérification des compétences et des missions et des zones d'activité. Il s'applique sur tout le département dont le Pays Basque.

## Gros travail et bel enjeu pour le Pays Basque

Actuellement une certaine de syndicats en Pays Basque, avec une forte disparité de mission (déchets, eau, habitat, assainissement, etc.) et, des compétences et des rentabilités non cohérentes ni homogènes, des doubles emplois, des pertes en efficacité. Cette réforme porte sens et elle sera menée dans la méthode la plus consensuelle possible: présentée prochainement au département qui aura trois mois pour donner son avis, le conseil doit aussi donner le sien, et, on vise fin 2011 pour l'adopter. Pendant les 18 mois suivant fin 2011, l'Etat aura à sa disposition une procédure simplifiée pour que la version définitive soit acquise. Cette réforme structure le Pays Basque. Elle doit nous intéresser. Typiquement, par exemple, l'Office publique de la langue basque, Bil ta Garbi ou l'EPFL (établissement foncier) relèvent de cette fonction territoriale. Nous devrions en comprendre, tous, l'utilité, nous qui portons un projet Pays Basque plus autonome et plus cohérent.

## Des difficultés, néanmoins

Si, sur la Soule, la cohérence est établie, le cheminement de la Basse-Navarre pour arriver à sa maturation est plus lent. A cause des égoïsmes et des particularités d'un autre âge, il sera nécessaire, de passer par une phase transitoire de découpage. Le cas Tarnos, pourtant défendu à juste titre par le préfet qui a, peut être, pris des avis proches comme ceux de la CCI ou de Garapen Kontseilua et lu bon nombre de rapports sur la question, recueille le refus de M. Emmanuelli, dont les sentiments probasques ne sont pas le trait de caractère le plus marquant. Il faut pourtant comprendre que quand la CCI fait des efforts pour renforcer l'activité économique du port, les implantations éventuelles peuvent concerner Tarnos et ce sont les Landes, qui, sans effort apparent, en recueillent les dividendes. Un référendum d'initiative populaire serait peut être à mettre en place pour savoir ce qu'en pensent les «*tarnos-tar*».

La notion de «*ceinture*» autour de l'ACBA sur les villes et villages proches devra aussi être définie en terme de relations plus matures pour éviter les phénomènes de ville dortoir, ou de réserve foncière pour un besoin insatiable et permanent des grosses cités



(réserve pour l'agriculture, ou pour l'activité économique-industrielle, culturelle, etc.)

## Le statut de la collectivité territoriale Pays Basque

Les réactions de l'ensemble de l'assistance, tous bords confondus, ont été positives et ont souligné la cohérence avec l'histoire et, très vite, a été évoqué le nouveau statut de Garapen Konseilua. Un avis spécifique est à rendre. Le Conseil des élus devra démontrer autant d'enthousiasme ou de volonté politique que ce que l'on a constaté au cours de la réunion du 10. Car, au bout du bout, la légitimité politique est celle du Conseil des élus.

Ne nous trompons pas, à mesure de l'accroissement de pouvoir (compétences étendues, budgets, embauches, qualifications, etc.) aux communautés de communes (moins nombreuses, donc concentrant plus de capacité de structuration, et d'initiative), quid du statut du Pays Basque? Comment fédérer et mettre en mesure les futures mais historiques provinces intérieures? Comment dialoguer avec la tentaculaire ACBA, avec peu de réelle conscience territoriale Pays Basque, comment équilibrer les dynamiques et quels moyens financiers avec un budget aussi pauvre, qui n'est pas à la hauteur de la noblesse de la mission?

Il nous faut rentrer dans ce débat que nous devons mener avec tous les habitants, les structures politico-économiques et l'Etat. Tant que son représentant fera montre des dispositions actuelles, le dialogue sera et devra être possible.

## Information complémentaire sur le dossier LGV

Vinci, donc, va assurer l'exploitation pendant 50 ans du tronçon Tours/Bordeaux, en investissant 29% du montant total et en percevant les péages. Mais, j'ai appris récemment que cet opérateur percevrait sans doute, pendant la même durée de la concession, une «*subvention d'équilibre*» pour faire face aux déficits de montée en charge de la ligne. Mais, les acteurs amenés à boucher les trous des déficits d'exploitation seraient l'Etat et RFF qui n'ont plus d'argent et les collectivités territoriales, c'est-à-dire vous et moi. La gestion de la RFF est, paraît-il, analytique, c'est-à-dire par ligne. Il eut été utile que Georges Labazée, avant d'engager les 80 millions d'euros, en demande plus sur le point d'équilibre de fréquentation annuelle à atteindre, avant lequel le département devra combler, tous les ans, les pertes sur un tronçon qui ne le concerne que de loin.

●●● comme tout le monde du tsunami politico-médiatique provoqué par l'incarcération de DSK pour tentative de viol et séquestration. Tout le monde pensait que le champion des sondages aux portes de l'Elysée serait voué aux gémonies. Que nenni: lundi soir à 27% d'opinions favorables, il est encore devant Martine Aubry. Face au «*french lover*» ses adversaires sont impuissants.

●●● que pour remplacer DSK à la direction du FMI on évoque la candidature de Christine Lagarde pourtant menacée d'une procédure devant la Haute Cour de Justice pour avoir organisé un jugement privé qui fait la fortune de Bernard Tapie. Il est vrai que c'est une spécialiste des superdettes d'Etat!

●●● que pour l'inauguration du grand stade de Grosny, le dictateur sanguinaire de Tchétchénie, Kadyrov descende sur le pré balle au pied entouré des vieilles gloires du foot grassement payées: Maradona, Barthez, Bogossian... Toujours prêts pour une bonne œuvre nos footeux.

●●● pas tant que ça de la cacophonie entre élus locaux sur la gratuité du contournement autoroutier de Saint-Jean-de-Luz, construit à l'époque sur deniers publics et intégré au réseau payant des ASF. Labazée se serait fait rouler dans la farine puisqu'on dévoile une lettre de la ministre Kosciusko-Morizet confirmant la gratuité. Encore une partition à 4 voies.

●●● que la communauté de Bidache soit exclue du projet de réunification des intercommunalités de Basse Navarre. Jean-Jacques, l'actuel duc de Bidache est bien dans la lignée des souverainistes gramontais.

●●● et réjouit de la dignité dans laquelle s'est opérée la succession du maire de Bidart Jean Jacachoury: un seul candidat, Emmanuel Alzuri, élu à l'unanimité. Entre deux voies, Bidart a su choisir la bonne.



# Aménagement du territoire basque

*La loi du 16 décembre 2010, relative à la réforme des collectivités territoriales, prévoit que les préfets doivent organiser une large concertation des élus pour élaborer un Schéma de coopération intercommunale devant être arrêté au 31 décembre 2011. Jean-Michel Galant, élu abertzale, président de la Communauté Garazri-Baigorri, exprime sa position.*

**E** NBATA: *L'aménagement du territoire basque est en pleine ébullition. Une commission départementale a présenté un Schéma de coopération intercommunale où le préfet a pris une place majeure. Au titre de président de la Communauté Garazi-Baigorri, avez-vous participé aux travaux de cette commission?*

**Jean-Michel Galant:** Je n'ai malheureusement pas pu intégrer cette commission. Lorsque je me suis inquiété auprès des services préfectoraux j'ai découvert l'existence d'un mail totalement anodin, arrivé en mairie et que personne n'a vu, dans lequel figurait l'arrêté du préfet indiquant la date de clôture du dépôt des candidatures. C'était déjà trop tard. L'Association des Maires avait constitué une liste consensuelle gauche-droite dans laquelle elle a cru bon de considérer que le territoire Garazi-Baigorri était déjà représenté par la présence du maire de Baigorri dans le collège des élus représentant les communes. Ainsi, la CDC Garazi-Baigorri se trouve être la seule

Communauté du Pays Basque à ne pas être représentée par son président ou un vice-président. Mes différents courriers et appels téléphoniques auprès du président de l'Association des Maires ou du sous-préfet n'ont rien changé. La liste était déposée. J'observe que ceci n'a pas provoqué de protestation chez les candidats représentant les CDC voisins, qui, quelques jours plus tard, m'invitent à nous retrouver au sein d'une même Communauté.

**Enb.:** *Après quelques hésitations il semblerait que l'on propose le regroupement de l'ensemble des intercommunalités de la Basse-Navarre historique, Labastide-Clairence compris, Bidache exclu. Quelle est la justification de ce choix territorial "Basse-Navarre" ?*

**J-M.G.:** D'abord je voudrais souligner que le regroupement des 70 communes intégrées dans les trois CDC de Basse-Navarre ne correspond pas du tout au territoire historique de Baxenafarroa et ce, même après l'inclusion de Labastide-Clairence. Peut-être l'idée vient-elle de l'existence du Syndicat mixte Baxenafarroa porteur du PCD de Basse-Navarre ce qui pourrait laisser penser que ce territoire élargi fonctionne déjà ensemble, et qu'une telle configuration ne ferait que sceller définitivement des liens forts déjà existants. Plus qu'une volonté locale, il faut souligner que c'est à la Région que l'on doit la création de ce syndicat. Appelé à animer et porter un PCD, c'est la Région qui avait exigé qu'il soit réalisé à l'échelle des trois Communautés de Basse-Navarre. En parallèle, un Comité de développement local (CDL) associant des socio-professionnels aux élus a vu le jour et a mené la réflexion afin de définir les enjeux de ce vaste territoire et essayer de trouver des actions globales. Si le CDL a permis d'initier des réalisations, l'envergure de celles-ci et leur réalisation ont été, dans presque tous les cas, de dimension locale répondant à un besoin de l'un des territoires communautaires. Ceci dit, il n'y a pas de doute ce travail de réflexion doit continuer. Le CDL Baxenafarroa, grâce à la détermination de son président, a été reconduit et c'est une bonne chose. Si le Syndicat a décidé de lancer plusieurs études à l'échelle des trois CDC, je pense à l'OPAH, la planification, aujourd'hui sur l'avenir des services santé, la dimension ter-

**"Je pense aux nouvelles compétences qu'il nous faudra intégrer, au nouveau mode de fonctionnement, aux nouvelles priorités qui ne manqueront pas de surgir. Je m'interroge sur le projet que nous pourrions partager. Un projet qui n'existe pas aujourd'hui.**

ritoriale est tout à fait cohérente mais ce n'est pas pour autant que ces travaux justifient la refonte des trois CDC en une seule.

Concernant Labastide-Clairence je reste dubitatif. Ceci me laisse penser que le retour de la position de l'état en l'espace de huit jours, après n'avoir entendu que l'avis personnel de



trois élus, n'a pour objectif que de nous faire réagir. Nous avons trois petits mois pour le faire et espérer que l'ensemble des collectivités appelées à donner leur avis prenne le temps de réfléchir sérieusement à la question au regard d'une multitude d'éléments qui nous manquent encore pour pouvoir trancher.

**Enb.:** *Quelles sont les réactions actuelles des élus de votre zone? Ont-ils des alternatives à proposer?*

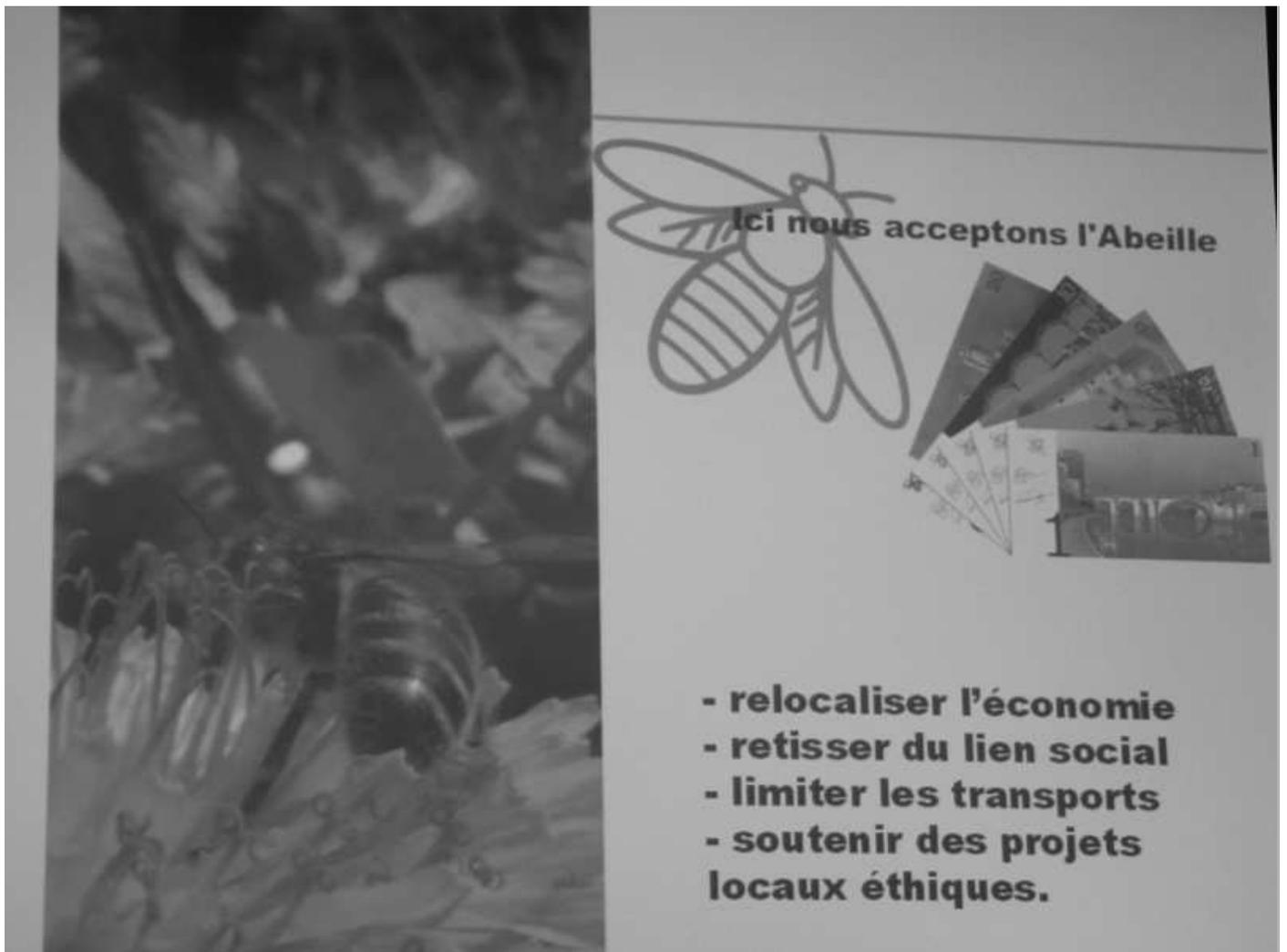
**J-M.G.:** Je constate que trois membres de la Commission départementale de la coopération intercommunale (CDCI) ont exprimé, dès la première réunion, le bien-fondé à leurs yeux du regroupement des trois CDC de Basse-Navarre. Il s'agit du maire de Baigorri Jean-Baptiste Lambert, Lucien Elgue, président de la CDC Iholdi Oztibarre et de Barthélémy Aguerre, vice-président de la CDC Amikuze. Ces interventions, à l'évidence concertées, ont suffi pour que le préfet change d'avis en huit jours. Je pense que le moment est venu de rassembler tous les éléments nous permettant d'évaluer sérieusement les avantages et les inconvénients d'un tel regroupement et les conséquences fiscales notamment pour les uns et les autres. Je pense également aux



Jean-Michel Galant

TXETX ETCHEVERRY

## Demain une monnaie basque...?



Une monnaie locale pour relocaliser et réorienter l'économie et pour une réappropriation citoyenne de l'économie et du politique

Demain, une monnaie basque, écologique et solidaire ? Telle est une des questions qui ont été posées lors du Forum sur les alternatives au capitalisme qui s'est tenu en Iparralde tout au long de la seconde quinzaine d'avril.

Parmi toutes les expériences et alternatives qui ont été présentées et étudiées pendant ce Forum organisé par Bizi ! et la Fondation Manu Robles-Arangiz, celle des monnaies locales complémentaires me semble répondre parfaitement tant à la culture militante qu'aux besoins et potentialités du Pays Basque.

### L'exemple de l'Abeille

La monnaie locale étudiée était l'Abeille, née en janvier 2010 sur Villeneuve-sur-Lot, et qui fonctionne sur un territoire comptant 120 000 habitants.

Deux de ses fondatrices, Françoise Lenoble et Brigitte Balavoine, ont expliqué à Ezpeleta comment avait été créée cette monnaie, comment elles fonctionnait et ce qu'elle permettait.



*"Tokiko dirua,  
tokiko sare ekonomikoa indartzeko!"*

Un lot de billets -infalsifiables- d'1, 2, 5, 10 et 20 abeilles est édité, échangeables contre leur équivalent en euros. Les particuliers qui procèdent à cet échange ne peuvent plus faire l'échange inverse. Les entreprises, commerces, associations, municipalités, producteurs, artisans, indépendants divers qui adhèrent à la Charte de la monnaie locale peuvent recevoir ces billets comme moyen de paiement.

Eux par contre peuvent les échanger contre des euros mais en perdant dans ce cas là 2% de leur valeur.

Ils sont donc incités à les remettre en circulation.



**Txetx Etxeverty**

L'association Agir pour le Vivant gère toutes les décisions relatives à cette monnaie, ainsi que l'habilitation des structures et personnes (du restaurant au kiné en passant le paysan ou la piscine municipale...) pouvant recevoir cette monnaie comme moyen de paiement.

### Relocalisation de l'économie

Le premier effet évident de cette monnaie locale est la relocalisation d'une partie du pouvoir d'achat : les Abeilles qu'on dépense chez le coiffeur pourront servir à ce dernier à s'acheter son pain auprès du boulanger artisanal local ou à aller au restaurant du coin, mais pas à s'acheter un costume par internet ou se payer ses vacances au Canada. C'est un effet matériel direct, mais également un effet psychologique et indirect : l'utilisateur est amené à prendre conscience sur ce qui est local et ce qui ne l'est pas parmi ses achats. L'objectif est la redynamisation du tissu économique local : petit commerce, artisanat, productions locales, agriculture de proximité, etc. On participe également directement à enlever un certain volume d'argent aux circuits de la spéculation internationale, de l'économie globalisée.

### Réorientation de l'économie

Dans le même temps, la monnaie locale permet de réorienter une partie de la consommation et de la production.

Pour être habilitées à recevoir cette monnaie locale, les entreprises doivent en effet obéir à un cahier des charges, édictant un certain nombre de règles d'inéligibilités : entreprises très polluantes ou connues pour leurs pratiques sociales déplorables,

grandes chaînes internationales, agriculture industrielle, producteurs ou commerçants ne se fournissant pas auprès d'autres producteurs locaux.

Le boulanger artisanal local sera ainsi doublement incité à trouver le producteur de farine bio qui est lui même habilité à recevoir des Abeilles afin de se débarrasser de celles qu'il a reçues et afin de respecter lui même le Cahier des charges. Le restaurateur sera tenté pour les mêmes raisons de faire une partie de ses courses auprès des paysans locaux habilités par le cahier des charges des Abeilles, et donc pratiquant une agriculture paysanne et durable, ou faisant dans la transformation fermière et les chartes de qualité.



*"Tokiko diruak balioa duen lurraldean,  
"proiektu komunitate" bat sortzen da,  
idekia eta integratzailea, jendeen neurikoa,  
bere oraina eta geroaren aktorea,  
munduaren beste parteekin  
eta datozen belaunaldiekin solidarioa dena.*

Les règles qui vont composer le Cahier des charges (et qui peuvent évoluer dans le temps) vont peu à peu avoir une influence sur le type d'économie locale d'autant plus importante que l'usage de la monnaie locale s'étend. Les entreprises auront en effet intérêt à s'adapter pour ne pas perdre cette clientèle grandissante, ce pouvoir d'achat local au profit d'autres entreprises qui sont elles aux normes relocalisatrices, écologiques et sociales promues par le Cahier des charges.

Si l'expérience de l'Abeille à Villeneuve-sur-Lot est toute récente et touche une cinquantaine de petits producteurs ou commerçants, la monnaie locale "Chiemgauer" existe depuis déjà 7 ans dans la région du Chiemgau en Allemagne et est aujourd'hui utilisée par plus de 600 entreprises différentes.

### Réappropriation de l'économie et du politique

Pour les gens qui gèrent cette expérience originale, il s'agit d'un exercice très concret de réapprentissage de l'économie et du politique, à échelle humaine et facilement compréhensible. On comprend en effet ainsi ce qu'est une monnaie, à quoi correspondent la dette, les banques, la création et la circulation de la monnaie, la spéculation, le capitalisme financier, etc. On est appelé à prendre un certain nombre de décisions politiques de première importance : combien de monnaie crée-t-on par rapport au fonds de garantie que l'on a réellement ? Quelles règles fixe-t-on quant à sa circulation, à son épargne, à son accumulation ? Où met-on la barre du Cahier des charges et que veut-on comme type d'économie, de production, de consommation, de loisirs, de rapports sociaux, de distribution, de société ?

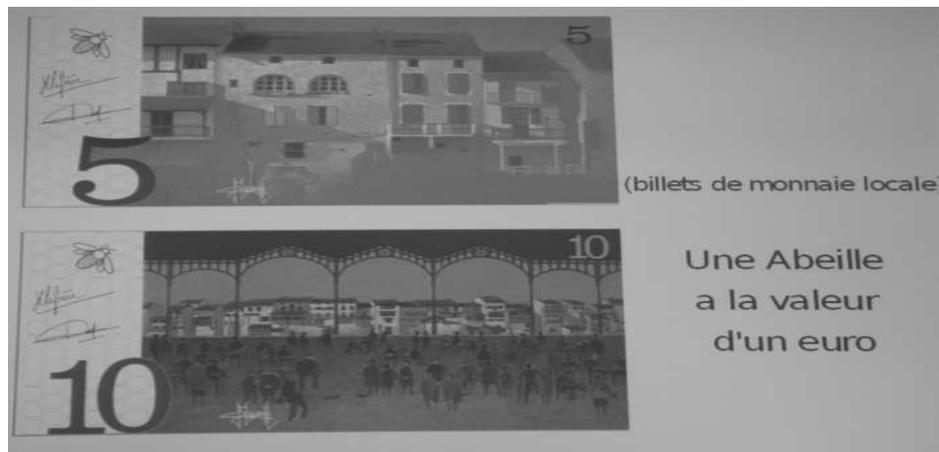
### La construction d'une communauté

Bien évidemment, le choix du territoire qui sera celui où la monnaie en question sera valable est fondateur d'une communauté de projet, d'une identité collective, bref d'un Pays -ouvert et intégrateur, à taille humaine, acteur de son présent et de son avenir, solidaire du reste du monde et des générations à venir- au sens où nous l'entendons ici.

Une monnaie locale de ce type pourra venir compléter à merveille l'ensemble des outils dont le Pays Basque s'est déjà doté pour se construire d'une manière plus humaine, plus juste, plus solidaire, plus autogérée et plus durable. Elle permettra à chacun(e) de marquer par des gestes concrets et quotidiens son appartenance à cette communauté de projet, à ce pays en construction.

Alors, demain une monnaie basque, écologique et solidaire ? Une première réunion aura lieu bientôt pour étudier la faisabilité d'un tel projet, définir par où commencer (une province, Iparralde ou Euskal Herria) et voir quelles seraient les associations, structures, mouvements qu'il conviendrait d'inviter dès le départ à travailler sur le processus de création de cette monnaie, ainsi qu'au contenu du Cahier des charges sur lequel elle se reposera.

Toute personne intéressée pour y participer peut écrire à [info@bizimugi.eu](mailto:info@bizimugi.eu) et sera ainsi tenue au courant de la date et du lieu de la réunion en question dès qu'elle sera fixée.



Un lot de billets -infalsifiables- d'1, 2, 5, 10 et 20 abeilles est édité, échangeables contre leur équivalent en €

**Txetx**  
[gtxetx@gmail.com](mailto:gtxetx@gmail.com)

## Kantatzen duten biharamunetan gara<sup>(\*)</sup>

Ottomolet

Noski.

Bainan horretan gara.

Hirugarren iraultzan.

Beste bien (neolotikoa eta industria-rena, orroitzeko) aldean desberdintasun deigarria duena, ez dugula hautatu.

«Egitea behartuak gara, Hirugarren Iraultza?» galdeginen dute jende mesfidati edo iheskor batzuk.

Bai.

Ez dugu beste hauturik, jadanik hasia da, ez digu gure iritzia eskatu. Ama Naturak erabaki du, hainbeste hamarkadaz gu berakin poliki jostatzeraz utziarik. Ama Naturak, akitua, zikindua, odolgabetua, iturriak mozten dizkigu. Petrolio, gas, uranio, aire eta urarenak.

Bere ultimatuma argia eta urrikirik gabea da: salba nezazue, ala nerekin leher egin ezazue (xinaurriak eta armiarmak izan ezik, bizirik aterako direnak, indartsuak direlako, bestalde dantza ez gustukoa)

Salba nezazue ala nerekin leher egin ezazue.

Bistan denez, horrela erran eta, hauturik ez dugula ulertzen dugu, segidan obeditzen eta gainera aizina baldin badugu barkamenak eskatzen iziturik eta ahalgeak.

Batzuk, pixka bat ameslari saiatzen dira epea lortzera, oraino hazkunderekin jolastera.

Alferretan.

Bada lana, sekulan gizakiak ukan zuen baino gehiago.

Zerua ikuzi, ura garbitu, lurratik zikina kendu, autoa utzi, nuklearra geldiarazi, hartz xuriak bildu, joaitean argiak itzali, bakea zaindu, diru-gosea eduki, marrubiak bere etxearen ondoan atxeman, gauaz ez jalgi guztien biltzeko auzoari uztekotan, belaontziak berriz plantan jarri, ikatza bere lekuan utzi (kasu ez dezagun gure burua tentatzerat utzi, bakean utz dezagun ikatz hori), kaka bildu, landetan pixa egin (fosforoarentzat, ez baitugu gehiago, meategietan dena hartu dugu, ontsa jostatu gara hala ere).

(\*) Fred Vargas idazlearen gogoeta-  
ren itzulpenaren azken partea.

## UTILISATEURS DE L'ABEILLE

Monnaie locale complémentaire de Villeneuve-sur-Lot

# La force du réseau

## Au service de l'humain et de l'écologique



Lilie La Paix,

**productrice de tomme de brebis bio**

"Bergère avec un troupeau de 50 brebis basco-béarnaises, je traie à la main, fabrique au chaudron, affine dans une cave en pierres et je vends mes fromages à la ferme. Le magasin est un lieu de rencontre, avec un canapé, des livres, du thé. Je voulais autre chose qu'un commerce classique. J'accepte les Abeilles comme monnaie depuis l'ouverture en Janvier 2011, mais je suis dans l'association depuis pratiquement le début. Donc à la fois utilisatrice et prestataire.

La monnaie locale permet de rencontrer d'autres personnes ayant des idées proches des miennes, de réinvestir dans l'économie locale.

Elle ne pose pas de problème d'adaptation car "1 abeille = 1euro".

Cependant, il n'y a pas encore assez de monde qui utilise l'Abeille à mon goût. Pour l'instant, les entreprises qui l'acceptent ne sont pas très nombreuses et un peu loin de chez moi.

Il faut quand même souligner que l'Abeille prend un essor considérable : beaucoup de personnes s'y intéressent. En effet, moins austère que l'Euro, elle est sympa cette petite Abeille, comme un jeu, comme du troc, d'avantage un échange qu'une monnaie."

**Henri Baselga, ostéopathe**

"Je reçois quelques paiements en Abeilles que j'écoule chez des producteurs locaux en alimentaire essentiellement.

J'ai adhéré à l'Abeille dès que je l'ai découverte et compris son utilité.

Il n'y a pas eu de temps d'adaptation nécessaire.

Le premier règlement reçu en Abeilles m'a permis de réaliser qu'un autre système d'échange était possible, créant un espace de relations où les concitoyens se reconnaissent autour de valeurs humaines.

Pour l'instant, adhérer à l'Abeille reste un acte militant où l'intérêt personnel passe après l'intérêt collectif.

Lorsque nos sociétés reviendront à la réalité (volontairement ou forcées), la redéfinition des territoires en termes de ressources vitales disponibles donnera une autre portée aux monnaies locales."



Anya Canaux,

**savonnière écologique et locale**

"Je fabrique des savons bio que j'ai l'occasion de vendre dans les marchés. J'accepte la monnaie locale complémentaire l'Abeille. J'en avais entendu parler dès ses origines au sein du SEL (Système d'Echange Local). Etant moi-même très sensibilisée sur l'importance du maintien du commerce local et du réseau de petits producteurs, j'ai tout de suite compris que l'Abeille était un bon outil pour se soutenir mutuellement entre consommateurs et producteurs locaux, bref entre acteurs de la vie locale.

L'Abeille m'est rapidement devenue familière, traitée comme une espèce courante en comptabilité et le problème de la monnaie étant réglé par les centimes en euro. Le fait de posséder des Abeilles m'a incité à renforcer la connaissance des acteurs locaux.

A l'avenir un site internet présentant et localisant les différents utilisateurs de l'Abeille me permettra d'être encore plus active dans le réseau."

# Consommation non durable

**Un rapport du Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) souligne le caractère non durable de notre consommation de ressources naturelles. Mais peine à trouver des solutions concrètes pour découpler nos prélèvements de notre croissance économique.**

On est foutus, on consomme trop. C'est, très résumé, le principal message délivré par le dernier rapport du Programme des nations unies pour l'environnement (Pnue).

Rendue publique jeudi 12 mai, lors de la session annuelle de la Commission des Nations Unies pour le développement durable, à New York, l'étude rappelle d'abord quelques chiffres essentiels. Chaque «Occidentale» consomme, en moyenne, 16 tonnes par an de minéraux, minerais, combustibles fossiles et biomasse, contre 4 tonnes par an pour un Indien. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, nous avons doublé notre consommation de ressources naturelles.

Et, sous le double effet de la croissance démographique et de l'augmentation générale du niveau de vie, ces chiffres sont appelés à progresser.

## Fin des gisements bon marché et de bonne qualité

Les conséquences de la surexploitation s'observent déjà pour certaines ressources vitales. «*Les gisements bon marché et de bonne qualité de certaines ressources essentielles telles que le pétrole, le cuivre et l'or, commencent déjà à s'épuiser, avec pour conséquence, une hausse des volumes de combustibles et d'eau douce nécessaires à leur extraction*». Il faut dégager à présent trois fois plus de matières pour extraire un minerai donné, qu'il y a un siècle, avec la dégradation des sols, de la qualité de l'eau et la consommation d'énergie que cela entraîne. Un véritable cercle vicieux.

La solution : «*Faire en sorte que le taux de productivité des ressources dépasse celui de la croissance économique est le principe fondamental de la notion de découplage*», souligne le panel. Il nous faudra apprendre à faire plus avec moins.

## Aller vers des sociétés durables

L'Allemagne s'est ainsi fixé des objectifs en matière de productivité des énergies et des ressources et entend multiplier celle-ci par deux d'ici à 2020.

Après s'être engagé à devenir une «*société durable*», le Japon a massivement investi dans la collecte, le tri et le recyclage des déchets. Les mesures mises en place par le Japon «*sont probablement les exemples les plus aboutis d'amélioration de la productivité des ressources et de limitation des impacts environnementaux dans la pratique*» indique le rapport.

La Chine entend réduire de 40 à 45% son intensité carbone entre 2005 et 2020. L'empire du milieu prévoit aussi de réduire considérablement ses consommations, notamment dans le secteur agricole.

## Stabiliser les consommations

Cela suffira-t-il ? Probablement pas. Car pour atteindre rapidement un niveau jugé soutenable par le Pnue, les sacrifices à consentir apparaissent trop importants. Pour stabiliser nos consommations au niveau de l'an 2000, les pays les plus riches devraient réduire leurs prélèvements des deux tiers et les pays émergents les stabiliser.

Ce scénario comporterait tant de restrictions et rebuterait tellement les décideurs politiques qu'il «*peut difficilement être envisagé comme un objectif stratégique potentiel*» reconnaissent les auteurs. □

## L'Agenda de la Fondation



*Alda!ren bloga :*  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

Le militantisme est une valeur primordiale dans n'importe quelle organisation, c'est celle qui donne du sens au travail collectif, à un projet partagé. C'est justement le militantisme d'ELA qui a permis de consolider un itinéraire de 100 ans, en faveur de la classe ouvrière et aussi en s'engageant pour la cause du Pays Basque. La plus grande reconnaissance que nous pouvons offrir à ces militant(e)s de toujours est de leur dire que le projet d'ELA est toujours vivant, que ce pourquoi ils ont lutté a un avenir et qu'ELA continuera à être un syndicat de classe et abertzale.

ELA fêtera ses 100 ans le samedi 11 juin à Bilbo.  
Infos sur le bus d'Iparralde :  
au 05 59 25 65 52 ou à [ipar@mrafundazioa.org](mailto:ipar@mrafundazioa.org)

**Vendredi 20 mai à 19H00**  
au bar Sankara - 22, Quai Chaho à Bayonne

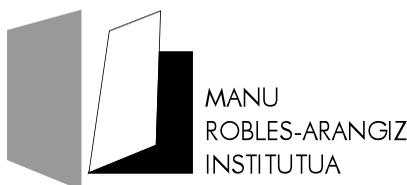
**Conférence**  
**Stratégie de la lutte non-violente**  
avec Jonathan Palais, militant Greenpeace  
et membre du groupe Action de Bizi

**Vendredi 27 mai à 20H30**  
Amphi de l'IUT Place Paul-Bert Bayonne

**Conférence "L'Histoire de Bayonne"**  
avec Claude Labat, auteur de  
**"Bayonne, raconter la ville autrement"**

Comment à chaque époque, des modes de vies différents, des besoins sociaux spécifiques, des situations particulières ont peu à peu modelé le Bayonne que nous connaissons aujourd'hui, et ses différents quartiers.

**bizi!** Entrée libre, Organisé par Bizi!  
renseignements : 05 59 25 65 52 ou à [info@bizimugi.eu](mailto:info@bizimugi.eu)



**Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua**  
20, Cordeliers karrkia  
64100 BAIONA  
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

**Zuzendaria**  
Dani Gomez  
**Ipar Euskal Herriko arduraduna**  
Txetx Etcheverry  
**Alda!ren koordinatzailea**  
Xabier Harlouchet



nouvelles compétences qu'il nous faudra intégrer, au nouveau mode de fonctionnement, au nouvelles priorités qui ne manqueront pas de surgir. Je m'interroge sur le projet que nous pourrions partager. Un projet qui n'existe pas aujourd'hui, même après cinq années de collaboration dans le Syndicat Baxenafarroa. Il y a sur ce territoire deux véritables pôles urbains qui se développent aujourd'hui de façon indépendante. Le bassin de vie autour de Saint-Palais et le bassin de vie autour de St-Jean-Pied-de-Port. D'un côté une intercommunalité déjà ancienne très engagée. De l'autre une jeune communauté qui a su rassembler deux cantons mais qui a besoin encore de faire du chemin et de s'affirmer davantage. Je me souviens de la création de la CDC Garazi-Baigorri. Il nous avait fallu treize mois de travail pour nous accorder sur les compétences. Pourtant nous avons, nous aussi, certaines actions communes à l'image du Syndicat Baxenafarroa et nos relations étaient autrement plus importantes que celles que vivent aujourd'hui Amikuze et Garazi-Baigorri. Je pense que l'esprit communautaire



entre les trois Communautés est encore à trouver. Ceci ne se décrète pas et demande du temps.

**Enb.:** *Pensez-vous que ce remodelage territorial puisse entrer en application dans un délai raisonnable? Sans l'aval des élus, ce Schéma territorial peut-il voir le jour?*

**J-M.G.:** Nous sommes devant des délais très courts. Cela ne facilite pas une bonne réflexion. Le 1<sup>er</sup> juillet 2013 tout doit être en place. Dans le cas où c'est le regroupement qui serait retenu, je pense que nous aurons beaucoup de difficultés. Quel fonctionnement mettrons-nous en place entre les 91 délégués que regrouperait le nouveau Conseil communautaire? Il est vrai que j'ai entendu dire qu'il suffit de dix personnes pour travailler. Le préfet lui-même a privilégié dans un premier temps la constitution de deux Communautés renforcées "en raison du trop grand nombre de communes (70) et de distances parfois très importantes entre celles-ci (80 km), réalités factuelles qui compromettraient son bon fonctionnement". Alors pourquoi ne pas respecter les bassins que les hommes ont eux-mêmes constitués par leur pratiques quotidiennes?

C'est la raison pour laquelle je plaiderais plutôt pour la consolidation de Garazi-Baigorri qui est en phase de concrétiser plusieurs projets structurants de son territoire. Nous sommes en présence de deux pôles urbains, deux bassins de vie qui se développent de manière indépendante et sont en capacité de le faire en gardant la proximité indispensable à la bonne évaluation des niveaux de projet et en s'autorisant à travailler avec les CDC voisines chaque fois que la dimension territoriale le justifie. Je pense par exemple

à l'étude que nous avons récemment décidé de porter ensemble sur la définition du Projet territorial de santé de Basse-Navarre et de Soule, je pense également à la réponse qu'il nous faudra porter dans un proche avenir à la disparition annoncée des services de l'Etat en matière d'urbanisme. Ce n'est pas pour autant que ces problématiques communes nécessitent la refonte totale des trois Communautés.

L'enjeu est énorme et mobilisera, je l'espère, l'ensemble des élus et au-delà.

courrier

## Tripoli pour être honnête

**N**ICO 1<sup>er</sup>, à l'étroit dans l'hexagone, eut l'idée de convoquer une Union de la Méditerranée.

Pour mener à bien son projet il s'assura du soutien de quatre des principaux potentats régnant sur les vastes territoires situés au sud et à l'est de l'île de Lampedusa.

Lui-même, ses ministres et envoyés plénipotentiaires, ne ménagèrent point leur peine afin de mener à bien un tel projet.

C'est ainsi qu'à la Marquise de Chantaco, quartier lui provenant de son père le Baron des Barthes de Nivelle, promue au rang de ministre des Affaires étrangères, ministre d'Etat, habituée de ces doux rivages méridionaux, fut confiée la mission d'entretenir les meilleures relations avec le Bey de Carthage. Soulignons le penchant des deux familles pour de juteuses opérations immobilières du côté de l'île des Lotophages. En outre il convient d'ajouter que l'expertise «*mondialement reconnue*» en matière de maintien de l'ordre lorsqu'il advenait que ce dernier fut troublé par des populations agitées, savoir-faire musclé manifesté par les mousquetaires de la Marquise de Chantaco du temps où celle-ci en commandait les compagnies, intéressait au plus haut point les services de la police politique à Tunis.

L'homme, d'extraction modeste puisque fils de boulanger, qui partage la couche de la Marquise a su par son habileté politique se hisser au rang de secrétaire d'état chargé des relations avec le Parlement. Certes il s'agit là d'un humble maroquin, lequel, cumulé à la fonction d'échevin de Rueil Malmaison et au prestige conféré à l'occupant du château de Saint Germain des Prés dans ses terres du Périgord dont il est le seigneur patelin, lui conféra délégation pour aller faire négoce de bitume liquide et d'armement avec son ami le Caïd des bédouins du Fezzan, maître fantasque et cruel de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. Il est probable que notre homme contribua à réchauffer des relations difficiles entre les deux états; c'est ainsi que pour bien marquer la rupture avec des temps révolus Nico 1<sup>er</sup> invita Mouamar de Lybie en son Palais de l'Elysée. Les mœurs bédouines ne sont pas les mêmes que celles en vogue du côté de la rue du Faubourg Saint Honoré; s'il accepta l'invitation à rendre visite il refusa l'hospitalité qui lui était proposée et infligea à notre Roitelet le camou-

flet de se déplacer avec son propre habitat du désert en poils de dromadaire tressés, poufs, babouches et harem.

Avec le pharaon Hosni qui régnait sur le Nil d'Assouan à Gizeh, Nico 1<sup>er</sup>, poursuivant en cela les pratiques de ses prédécesseurs, entretenait des relations personnelles nourries par l'Histoire ayant prévalu entre les deux pays au cours des siècles derniers mais surtout des dernières décennies. On notera cependant que Monsieur de Sablé, Premier Grand Secrétaire de la Maison du Roi, se verra confier une mission discrète auprès du dictateur sénile au cours de vacances passées à l'invitation du successeur d'Aménophis, le bien nommé, à la fin de l'année 2010 sur les bords du fleuve divin.

Pour en terminer avec le quarteron des despotes des sables nous évoquerons le traitement spécial réservé à Bachar fils de Hafez, Calife de Damas. Voulant redorer l'image d'un régime discrédité en raison des pratiques barbares et sanguinaires du père, réhabilitation nécessaire aux fins poursuivies par le petit monarque, celui-ci imagina d'inviter Bachar aux festivités du 14 juillet 2009.

Mais voilà que depuis peu les peuples arabes à l'appel de la Liberté se soulèvent en masse. Déjà deux statues sont déboulonnées, voilà qu'une troisième vacille, que la quatrième ne tient qu'au prix du mitraillage aveugle des enfants désarmés de la Mère des révolutions. Nico 1<sup>er</sup> pleure ses rêves méditerranéens effondrés. Quand bien même sauverait-il la face en se retournant contre son ex-ami Mouamar, triste bilan.

Dommages collatéraux, La Marquise de Chantaco, est prise en flagrant délit de mensonge, piégée la main dans le sac, suspectée de prévarication, elle est sans ménagement écartée des allées du pouvoir par le petit monarque.

Elle a tout loisir de méditer aujourd'hui sur les aléas d'une politique, celle bâtie sur l'esprit de caste nourri de la peur instillée, sur l'arrogance et le mépris.

Déconsidérée à Paris elle garde à ce jour son fief des Marches du Labourd. Une escouade fournie de mousquetaires sombres veille jour et nuit sur sa résidence vide du quai Ravel.

**Mikel Dalbret (sur le mode des chroniques de Patrick Rambaud)**



# 50 ans dans le rétroviseur

Nous poursuivons ici la publication des réactions à la radioscopie des 50 dernières années en Iparralde sur nos quatre "Enbata spéciaux" n°2167, 2168, 2169 et 2170 sur la démographie, l'emploi, le logement et l'euskara. Vos contributions sont les bienvenues.

## ● Jean-Roch Guïresse,

directeur de l'école d'ingénieur de l'Estia

LES 4 dossiers associés aux numéros 2167 à 2170 d'*Enbata* constituent un bel ensemble qui soutiendra longtemps nos réflexions. Merci à leurs quatre auteurs-experts.

● La démographie nous dit l'évolution tendancielle de notre groupe humain, dont elle éclaire à la fois les potentialités et les besoins,

● L'emploi est mon enjeu le plus familier, au confluent des besoins sociaux, des compétences, des capitaux, de l'aventure entrepreneuriale, de l'efficience des activités,

● La langue est un héritage précieux, idéalement partageable, support d'énergie et d'identité, qui me pose pourtant de fortes difficultés d'appropriation,

● Le logement et l'urbanisme sont le miroir de notre organisation inter-générationnelle, de notre capacité à recevoir de nouveaux citoyens et de nouvelles activités, à proposer de nouveaux services collectifs, tout en préservant l'espace.

Au plus loin que ma mémoire de modeste et fidèle lecteur accepte de remonter, *Enbata* a été à la fois révélateur de l'actualité immédiate, par ses reportages et interviews, interpellateur sur les orientations politiques et sociales, par ses sacrés édités et tribunes libres, et relais sans faille des messages et des témoignages sur la responsabilité individuelle et l'ouverture de chaque sujet:

● prends-toi en charge par toi-même, sans attendre que les solutions viennent d'ailleurs; ● écoute-toi, et exprime-toi, même si tu te sens en minorité;

● observe et respecte les mouvements d'autres régions du monde: Hegoalde, Kanaky, Irlande, Kurdistan...

*Enbata* souhaitera-t-il poursuivre sur d'autres grilles la rétrospective des 50 dernières années et observer l'évolution du Pays Basque Nord comparativement à celles d'Hegoalde et d'autres régions du monde? Ce serait intéressant et sera peut-être la contribution bienvenue d'étudiants en histoire, économie, sociologie. Il me semble qu'*Enbata* dispose d'une crédibilité suffisante pour sélectionner quelques questions qui orienteront la construction de notre société «*Pays Basque 2050*». Ces questions pourraient donner lieu avec *Enbata* à contributions structurées et à débats, avant d'être «*transmises*», les unes au Conseil de développement, les autres aux différents «*think-tanks*» politiques. Pour proposer ces questions il faut une autre culture, un autre engagement social, une autre puissance visionnaire que les miennes! Je me risque cependant à en évoquer quelques-unes, ci-après.

\* L'identité basque est à la fois celle des territoires [paysages, ressources naturelles, infrastructures], celle des groupes [valeurs, langue, sports et culture, organisation familiale et sociale solidaire, entrepreneuriat] et celle des personnes humaines. Comment exprimer, partager et actualiser cette identité tout en accueillant les probables prochaines vagues d'immigration? Comment pactiser avec la diaspora, proche et lointaine «*Zortzigaren probintzia*» [Euskal Etxeak, «*Echanges Pays Basque*», et tous ceux qui vivent et travaillent au loin, se sentant membres de notre communauté], afin que nos évolutions et les siennes se concertent?

\* Responsabilité sociale, développement durable.

Pour que notre pays reste vivant et viable, privilégions le qualitatif, veillons à valoriser et développer les talents humains de chacun, à rechercher les équilibres territoriaux et la justice sociale, notamment:

● formation des jeunes et formation tout au long de la vie, pour développer et entretenir des compétences,

**“Pour que notre pays reste vivant et viable, privilégions le qualitatif, veillons à valoriser les talents humains, à rechercher les équilibres territoriaux et la justice sociale.”**

● respect de l'environnement, diversité des milieux et des activités, ● équilibre d'allocation du foncier au logement, aux activités agricoles, aux locaux d'entreprises, aux infrastructures publiques et au transport, etc.

● prévention et atténuation des ruptures et des inégalités territoriales: entre les villages et chefs-lieux, entre la côte et les hautes vallées, entre les actifs et les non-actifs..., sur le plan de l'accès au travail, aux services de la santé, de la formation, des loisirs et de la culture.

● accès au logement et au transport collectif, réhabilitation des logements dans une optique d'autonomie énergétique,

● dignité de vivre et haut degré de civilisation, c'est-à-dire de solidarité, sujets sur lesquels le Pays Basque devrait être admis à expérimenter des dispositifs innovants, transposables ensuite ailleurs.

\* Transmettre vers les jeunes. Empowerment de la jeunesse.

Attention, Pierre Laborde le dit, il y a au Pays Basque proportionnellement moins de jeunes (et donc davantage de personnes de plus de 60 ans) que dans bien d'autres régions d'Europe, et bien sûr beaucoup moins que dans les régions du monde à l'économie émergente, d'où seront issues la plupart des initiatives en 2050.

Raison de plus pour «équiper» les jeunes et pour les mettre en valeur avec soin.

Transmettre vers les plus jeunes sa compétence, son savoir-faire et ses valeurs, puis ses responsabilités, est l'un des devoirs essentiels de tout *etxeko jaun / etxeko andere*, de tout responsable associatif, entrepreneur bref de tout «*responsable humain*».

Leur transmettons-nous convenablement notre projet? Notre culture? Notre méthode de vigilance? Écoutons-nous les (beaucoup) plus jeunes que nous? Leur faisons-nous suffisamment de place en matière de logement, d'emploi, de postes de direction dans les instances de direction associatives et territoriales? Il se trouve que c'est l'un des chantiers du Conseil de développement, qui mérite bien que soit élargie sa base de réflexion politique.

\* Développer les compétences, partager le savoir.

Nous devons accorder le plus grand soin à la formation des jeunes. Cela se fera de



Jean-Roch Guïresse



# Retravailler ensemble en confiance

Jakes Maillard dresse pour les lecteurs d'Enbata un compte rendu de l'AG d'Abertzaleen Batasuna en forme de billet d'humeur.

UNE soixantaine de membres d'AB présents en cette assemblée générale extraordinaire du mouvement en ce samedi 14 mai 2011. Soixante personnes intéressées par les trois thèmes proposés: Bilan chiffré des dernières élections locales, la stratégie à adopter —avec vote des militants présents et représentés— vis-à-vis des prochaines élections sénatoriales, les chantiers à entreprendre dans les prochains mois (années) pour redynamiser AB.

Les trois thèmes ont permis à chacun de s'exprimer et les débats, réflexions, échanges entre tout(e)s ont été appréciés.

Que reste-t-il de ces quatre heures d'analyse, points de vue, questionnements. La certitude que chacun a exprimé une certaine lassitude, un agacement parfois, un doute sûrement sur l'avenir. Comme si nous n'avions plus de repère, de pôle catalyseur, de bien commun.

Il a été question d'ouverture, de rassemblement des forces, de réconciliation, de changement dans notre mode de fonctionnement, de (re)travailler ensemble, de renforcer l'abertzalismo. C'est l'expression même d'un désarroi, d'une crainte aussi. Crainte d'avoir perdu du temps et usé beaucoup d'énergie pour se reposer encore et encore les mêmes questions. Qui sommes-nous, où allons-nous, comment et avec qui y allons-nous sans perdre ce qui fait et demeure notre identité. Les faits, la réalité sociale et économique qui nous entourent sont têtus et sévères. Nous ne sommes pas seuls à rêver un territoire, un espace de décision, voire une gouvernance spécifique. Sauf que les moyens et méthodes à adopter ne sont pas communs. Et le rêve s'arrête là, par auto blocage. D'où l'urgence

pour certains, l'attente —la prudence— pour d'autres.

Hélas, il y a urgence. Urgence, car nous n'avons que trop perdu de temps et d'énergie à nous tester, nous observer, nous soupçonner. Existerait-il un brevet sincérité, de bonne volonté, de basquitude —décerné par qui et au nom de quoi? Consciemment ou inconsciemment, nous nous faisons peur comme s'il fallait s'auto protéger d'un entrisme supposé. En quarante années, combien d'hommes et femmes de bonne volonté avons-nous usés puis perdus? Combien nous en faut-il encore pour comprendre?

Un des participants à cette assemblée nous a exhorté à ne pas avoir peur, peur de nous-même.

Seul le travail au quotidien permettra de recueillir auprès des gens qui nous entourent visibilité et crédibilité. Cette crédibilité se traduira alors, mais pas avant, dans les urnes. Car le but, qu'on ne se voile pas la face, est bien d'entrer en pouvoir de décider ici, en Iparralde, pour Iparralde, avec les gens d'ici, abertzale ou non, encartés ou non. C'est ce travail au quotidien qui doit être repris avec acharnement mais aussi avec détente et amabilité. C'est ce travail qui doit être valorisé, exposé. Iparralde doit vivre et prospérer par nous, grâce à nous. Nous devons rester les moteurs d'alternatives, de nouveaux projets, d'événements.

Nous devons créer le désir et susciter l'envie. Le tissage de liens, le mélange des «sangs» et des esprits, l'accueil et le dialogue ne sont certainement pas des freins à ce que nous sommes, à ce que nous croyons, bien au contraire.

J. M.

nombreuses manières. Eviterons-nous de structurer une offre et une organisation universitaire spécifiques, pour la Formation et la Recherche? Jean-Michel Larrasquet l'a souhaité dans ces colonnes, il y a deux semaines. Mon expérience à l'ESTIA grâce à la CCI, avec l'appui d'une Fondation et des collectivités territoriales, ainsi que l'expérience de mes collègues à l'Université, m'indiquent que chercher d'autres voies est possible mais épuisant!

Il sera sans doute impossible d'obtenir, durant les prochaines années, que l'Etat dote le Pays Basque d'un modèle d'université (ou d'un mode de gouvernance de l'université) plus adapté à nos projets, mais les collectivités territoriales peuvent le rendre possible, si elles le veulent. Par exemple, en aidant à lancer une

structure de valorisation de la recherche, en soutenant les activités de promotion «Pays Basque = destination pour se former» (qui ont du succès), et en aidant à orienter vers le pays basque une part des moyens alloués par le programme gouvernemental «investissements d'avenir» et par les fonds structurels européens.

\* Entreprises, valeur ajoutée, lien social et emploi.

L'entreprise délivre à ses clients des «services socialement utiles», elle est acteur de développement de compétences et de lien social chez ses agents, lieu de création de valeur... constamment remise en cause dans

(Suite dernière page)

## Elections sénatoriales de Septembre 2011 Vote des 4 motions soumises à l'Assemblée d'AB

**Motion 1)** AB ne participe pas: AB ne prend pas part à ces élections et ne soutient aucune candidature.

46 voix pour la participation  
22 voix contre la participation

**Motion 2)** Candidature Gabi Mouesca à proposé aux partis abertzale (AB - Batasuna - EA) d'être le candidat abertzale pour les sénatoriales. Cette candidature est une initiative personnelle. Nous ne savons pas au jour d'aujourd'hui, quel serait le rôle et la place des partis (non défini).

Contre 51. Pour 5. Blanc 14.

Pour les autres motions, l'Assemblée décide de retenir les motions ayant recueilli plus de 50% des voix et de confier au Secrétaire le soin de négocier la plus opérationnelle, à savoir:

**Motion 3)** Candidature proposée par RPS. La proposition des Régions et Peuples Solidaires (RPS). Dans le cadre d'une négociation entre les partis PS et EE sur les sénatoriales, un accord a été trouvé pour une quinzaine de candidatures communes. Le cas des Pyrénées-Atlantiques a été mis à part, RPS ayant demandé à EE et obtenu qu'une candidature RPS puisse y être présentée. Début mars, François Alfonsi, eurodéputé, membre du PNC et dirigeant de RPS, accompagné du délégué EE chargé des élections Jean-Marc Brulé, est venu nous présenter la proposition suivante: un accord PS/RPS-EE pour une candidature abertzale, écolo-compatible, en contrepartie de l'assurance que le sénateur issu de nos rangs, s'il/elle est élu(e), participe au basculement du Sénat en votant en faveur du candidat de gauche à la présidence. Lors des élections sénatoriales de septembre, les grands électeurs socialistes et abertzalebateriste-écolo votent pour les candidat(e)s présenté(e)s en commun soit dès le premier tour, soit à partir du second tour. Notre candidature portera en particulier nos revendications sur la Collectivité territoriale Pays Basque et sur la reconnaissance officielle de l'euskara et des langues minoritaires.

Pour 40. Contre 25. Blanc 8.

**Motion 4)** Candidature pour la revendication d'une institution. Cette candidature serait dans le même esprit, qu'en 2001, où A. Darraidou s'était présenté avec le soutien d'ADPB (Association pour un département Pays Basque). La plateforme Batera ne pouvant pas investir le terrain électoral, cette candidature porterait exclusivement la demande d'une collectivité territoriale Pays Basque ainsi que la coofficialisation de l'euskara.

Pour 53. Contre 1. Blanc 16.



# Élections en Pays Basque Sud

● Jakes Bortayrou

**C**ONSÉQUENCE de la décision judiciaire espagnole concernant les listes de la plate-forme Bildu, la situation en Pays Basque Sud a connu une évolution notable à la veille des élections du 22 mai car malgré l'interdiction de Sortu, toutes les options politiques pourront y être, d'une façon ou d'une autre, représentées et les habitant(e)s du Pays Basque pourront donc faire le choix électoral qui leur convient. Plus satisfaisante d'un point de vue démocratique, cette nouvelle situation l'est aussi d'un point de vue politique. En effet elle ne peut que favoriser l'émergence de la phase politique en gestation depuis deux ans car les résultats seront, à l'inverse des élections précédentes, un reflet plus juste de la réalité politique des quatre provinces et les forces abertzale se seront pas dès le départ affaiblies et défavorisées par la mise hors jeu d'une partie importante d'entre elles. Dans le cadre de ces élections le devenir de l'espace politique abertzale de gauche suscite intérêt et espoirs auprès de nombreux militant(e)s au Nord ainsi que de larges secteurs de la population au Sud. En ces temps de transition, plus qu'aux positions du passé, il importe de s'attacher aux évolutions et opportunités nouvelles. Celles-ci sont la résultante des décisions courageuses prises par le courant historique de la gauche abert-

zale ces deux dernières années, du long chemin parcouru par EA et de la décision du groupe de gauche Alternatiba de s'associer aux forces abertzale. Elles résultent aussi pour partie du sillon creusé depuis 10 ans par le parti Aralar, de ses initiatives et de sa détermination à faire entendre une autre voix de gauche abertzale dans des conditions souvent difficiles. Bildu d'un côté et Aralar de l'autre: beaucoup regrette que l'espace politique abertzale de gauche n'ait pu se présenter uni face aux trois principales forces du paysage politique en Pays Basque Sud, PP, PSOE et PNV. La question traverse nombre de discussions militantes: n'était-il pas possible de réaliser une large accumulation de forces mobilisatrice au lieu des polémiques et accusations réciproques qui ont occupé le devant de la scène ces derniers mois? Y avait-il cette volonté de part et d'autre? D'un côté la rancoeur vis à vis de ceux et celles qui ont fait scission et oser défier le leadership de la gauche abertzale historique semble toujours vivace. De l'autre la crainte de perdre un espace durement conquis apparaît en filigrane et l'intérêt de candidatures séparées notamment en Navarre est mis en avant. Des deux cotés, la volonté de mesurer ses propres forces est évidente mais avec en contrepartie l'accentuation des points de



... N'était-il pas possible de réaliser une large accumulation de forces mobilisatrices?

divergences pour mieux montrer sa spécificité politique.

Reste à espérer que la division n'affaiblira pas outre mesure le camp des forces abertzale et de gauche, que la progression de l'une ne se fera pas exclusivement au détriment de l'autre mais permettra à chacune d'elles de rassembler de plus larges secteurs de la population. On ne peut que souhaiter sincèrement à chaque force constituant cet espace le meilleur résultat possible dimanche prochain. Mais aussi important que le panorama des forces au soir du 22 mai sera la réorganisation de cet espace, en faisant de la pluralité de ses composantes un atout, ainsi que la recherche des points d'accord qui rassemblent. Nouvelle étape indispensable, et de la responsabilité de chacun, afin de faire face aux enjeux politiques cruciaux du Pays Basque, à la transition définitive de la phase de confrontation armée vers celle d'une confrontation civile et politique pour la souveraineté, aux conséquences des décennies passées (illégalisation, prisonniers, réfugiés, victimes...) comme aux plus larges défis du dépassement nécessaire d'un capitalisme toujours plus avide et mortifère.

## Sur votre agenda

### Maiatza:

- **Jeudi 19, 21h, AINHIZE-MONJOLOSE** (Laborantza Ganbara). "*Jean Pitrau, la révolte des montagnards*", présenté par son auteur Aguxtin Errotabehera.
- **Vendredi 20, 21h, AIHERRA** (Salle Gaztetxea). "*Identités variables*", soirée animée par Peio Etxekopar et Asisko Urmeneta, organisée par le centre culturel Eihartzea et l'association Beltzunze.
- **Larunbata 21an, 10etatik aintzina, ITSASU** (Atharrin). Arrokagarai ikastolaren besta.
- **Mardi 24, 17h, ANGELU** (Belanbra, Chambre d'Amour). Conférence de Mari Kita Tambourin "*Femmes du Pays Basque: images et réalité*", organisé par l'UTLA.

## 50 ans dans le rétroviseur: Jean-Roch Guiresse (Suite de la page 11)

un marché concurrentiel.

Comment créer et faire grandir les entreprises, les encourager à franchir les seuils mythiques du 1<sup>er</sup> salarié, du 11<sup>e</sup>, du 50<sup>e</sup>... pour que soient plus nombreuses les entités capables de concevoir et marketer par elles-mêmes leurs produits propres dans le monde? Pour que de nombreuses PME deviennent des ETI? Comment orienter demain vers ces PME à fort potentiel de croissance, les talents qu'elles recherchent, l'innovation juridique qui les pérennisera, ainsi que, à la suite de l'expérience de Herrikoa il y a 30 ans, davantage d'épargne des ménages?

Comment ajuster nos représentations de l'industrie, dont l'ancrage et le développement raisonnés au Pays Basque sont aussi nécessaires que celui de l'agriculture? Or durant mon adolescence, la disparition de l'agriculture de montagne et le regroupement des exploitations — aux fins d'automatisation des procédés culturels et de compétitivité sur les marchés de matières premières — étaient

considérées comme inéluctables par presque tous, sauf par les disciples de Jean Pitrau, par le MRJC... ce que nul n'assumerait en 2011.

\* La voix, l'autorité et la représentation du Pays Basque.

Le Pays Basque Nord ne représente que 0,5% de la population française, moins de 0,8% de la population espagnole, autant dire que les parlements et les gouvernements nationaux sont peu accessibles à son discours et à ses propositions, et qu'obtenir le moindre traitement spécifique relève de longues confrontations et d'habiletés extraordinaires. La réalité fédérale européenne a peu progressé, est assez peu perceptible sur nos terrains, eu égard à ses promesses durant mon adolescence. Il y aura peut-être une institution spécifique, c'est tant mieux. Et plus tard? En cette matière également, le Pays Basque devrait être admis à expérimenter des dispositifs innovants, transposables ensuite ailleurs.

## Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**  
Aménagement du territoire basque. .... 4 et 9  
Retravailler ensemble en confiance. .... 10
- **CAHIER N°2 «ALDA»** ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190 **Mail:** enbata@wanadoo.fr